

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue Fernaux
75011 Paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 Paris

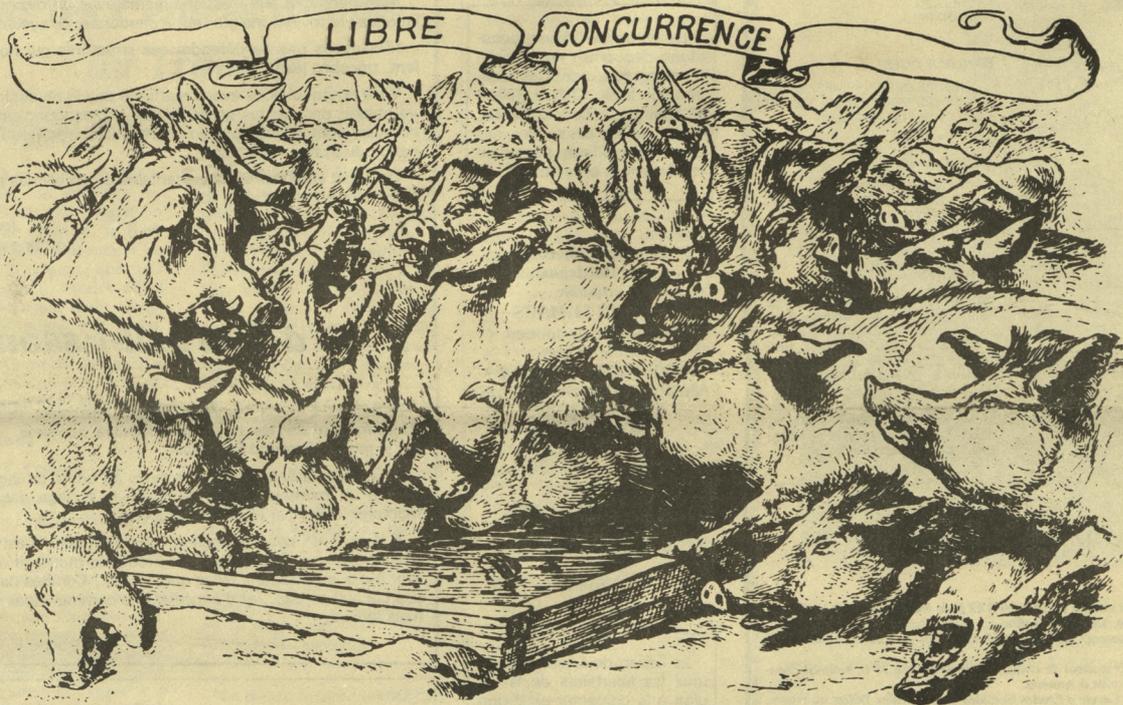
Organe de la Fédération Anarchiste

N° 259 JEUDI 9 MARS 1978 3 F

hebdomadaire

Les 12 et 19 mars

LES POLITICIENS AU TRAVAIL



Editorial

«**L**ES élections, on s'en fout !» ont coutume de dire les anarchistes. S'agit-il d'une attitude de pur nihilisme vis-à-vis du vote ? Ceux qui le prétendent sont ceux qui, gênés par la position des anarchistes, essaient d'en camoufler le sens profond. Les anarchistes estiment simplement que les élections, référendum et autres ne sont pas des moyens d'action ou de propagande révolutionnaire, mais des artifices, inventés par la bourgeoisie qui tient les rênes de l'Etat pour masquer sa domination.

Le vote est une mystification car il prétend résoudre des problèmes alors qu'il ne fait que les figer. Il fait croire que l'opinion qui doit prévaloir est celle qui est, à un moment donné, admise par le plus grand nombre, c'est à dire le plus souvent celle qui est modelée par le pouvoir en place. Il ne résout pas les problèmes parce qu'il ne met pas d'accord, mais au contraire divise les gens en clans rivaux, de façon artificielle et même pas, souvent, sur les problèmes véritables qui se posent. Il voile enfin les véritables moyens d'action, qui sont révolutionnaires, en polarisant l'attention sur ces fausses divisions, en donnant l'impression que le résultat final a vraiment une importance déterminante.

Face à cela, une seule réponse révolutionnaire: la poursuite de la lutte, de l'action révolutionnaire, la dénonciation des magouillages actuels entre vieux politicards vérolés, le boycott de la foire électorale qui se prépare.

A la petite semaine

IL Y A VRAIMENT TROP DE CHOSES
QUI NE VONT PAS !

Si vous vous rendez parfois au cinéma, vous avez peut-être pu voir cette publicité vantant les mérites du service après-vente d'un grand magasin dont les réparateurs peuvent être appelés, le dimanche, au chevet d'un téléviseur défaillant ou d'une machine à laver déréglée.

Et bien notre gouvernement ferait bien de s'inspirer de ces méthodes! On vient d'apprendre en effet qu'un de ses clients, la Malaisie, par la voix de son ministre de la Défense, s'était montré «très déçu» par le service après-vente dispensé par notre pays en matière d'armement.

Je sais bien qu'un service après-vente à la Darty, ça ne se copie pas, mais quand même! Ce n'est qu'un slogan!

Il ne faudrait pas que par négligence la part de responsabilité que l'Etat français porte sur la plupart des massacres qui ont lieu ici ou là, et surtout les bénéfices qu'il en tire échoient à un concurrent. Nos valeurs morales et notre économie sont assez malades comme cela! Et puis, si on ne peut plus s'étriper le dimanche sous prétexte que des techniciens trop payés font la grasse matinée, où va-t-on, je vous le demande?

Devant tant de laisser-aller, on se prend à penser que la gauche, elle, mettrait bon ordre dans tout cela. Et c'est tant mieux! Car il est des choses avec lesquelles on ne plaisante pas. Le commerce de la mort, c'est vital!

FLORÉAL

F°P_ 2520

Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANCON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAU CERON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LÔ
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : LILLE - ROUBAIX - TOUR-
 COING
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 BIARRITZ
 RHONE : LYON
 HTE-SAVOIE : ANNECY
 SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE
 GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : REGION TOULONNAISE
 YONNE : FEDERATION DEPARTE-
 MENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 VIENNE : POITIERS
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les
 arrondissements suivants: 2^e, 5^e, 10^e,
 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE
 FRESNES-ANTONY
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONNES
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-
 MARNE

BANLIEUE EST

- GAGNY
 - NEUILLY SUR MARNE
 - CHELLES
 - MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
 - ISSY LES MOULINEAUX, MEUDON,
 BOULOGNE BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

- AULNAY SEVRAN
 - NORD DES HAUTS DE SEINE
 - ASNIERES
 - COURBEVOIE COLOMBES

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES DES
 ORGANISMES SOCIAUX
 LIAISON DES POSTIERS
 (édite Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTS
 (édite Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 CERCLE INTER-ENTREPRISES DE
 CALBERSON (Paris 18^e)
 CERCLE INTER-BANQUES

LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, de l'Aube, La
 Ferté-Macé-Flers, La Rochelle, Vier-
 zon, Bégard, Lannion, Châteaurox,
 Amboise, Chinon, Montpellier, Gre-
 noble, Lons-le-Saunier, St-Sever,
 St-Etienne, Le Puy, Nantes, Vendô-
 me, Montoir, Blois, Coutances, Laval,
 St-Lô, Vannes, Clermont-Ferrand,
 Strasbourg, Nord Seine-et-Marne,
 Albert, Nord de la Hte-Vienne, Albert,
 Brest, Centre-Bretagne.

Permanences des groupes

Groupes de Marseille: le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de «Culture et liberté»,
 72, Bd. Eugène Pierre, 13005 Marseille.
 Groupe de Lyon: le samedi de 15 h à 17 h, Palais du Travail (salle 25) à
 Villeurbanne.
 Groupe d'Annecy: le 2^e samedi de chaque mois de 14 h à 17 h, salle St-Fran-
 çois, face à l'Hôtel de ville à Annecy.
 Groupe du Havre: Au Cercle d'Etudes Sociales 16, rue Jules Tellier du Havre,
 le lundi de 14 h à 19 h, le mercredi de 18 h à 21 h, et le samedi de 18 h à
 21 h.
 Groupe Jacob: le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51,
 rue de Lappe, Paris 11^e.
 Groupe Emma Goldman: le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h,
 au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.
 Groupe Louise Michel: tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10, rue Robert
 Planquette à Paris 18^e.
 Groupe Berner: le samedi de 14 h à 17 h, au 58, rue des Vinaigriers à Paris 10^e.
 Groupe d'Amiens: les seconds et quatrièmes samedis de chaque mois, salle
 Dewailly à Amiens.
 Groupe Courbevoile-Colombes: les seconds et quatrième samedis de chaque
 mois, de 14 h à 17 h, à la MJC de Courbevoile, 184, Bd. ST-Denis à Courbevoile.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT
 AUX RELATIONS INTERIEURES
 PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

Le groupe anarchiste

Emma Goldman
 organise
SAMEDI 11 MARS
 à 20 heures
 Salle de l'Ageca
 177, rue de Charonne
 Paris 11^e
4 HEURES POUR
L'ARGENTINE
 Avec la participation
 du C.O.B.A.
 (Comité pour le Boycott de la
 coupe du monde en Argentine)
 et de la
 Coordination Libertaire
 Latino-Américaine

Au programme
 - Montage audio-visuel, his-
 torique du mouvement ouvrier
 argentin et dictature fasciste.
 - Film sur le boycott.
 - Débat.
 - Chansons et musique.
 - Casse-croûte et boisson.

ENTRÉE GRATUITE

La liaison de l'Aisne, consti-
 tuée depuis un an, appelle
 à un regroupement des liber-
 taires de Laon, Château-Thierry
 St-Quentin, Villers-Cotterets,
 ainsi que les camarades des
 départements limitrophes dont
 les Ardennes et la Marne.

Le groupe libertaire de Bordeaux

organise
SAMEDI 11 MARS
 une soirée de soutien
 sur le thème
LIBERTÉ POUR LES 4
ANARCHISTES FRANÇAIS
EMPRISONNÉS
À BARCELONE
 Salle Son-Tay
 (derrière la gare St-Jean)
 à 21 heures
 Avec la participation
 des chanteurs
 Serge UTGE-ROYO
 et
 Philippe VAL

La liaison de l'Aube appelle
 tous les libertaires de la ré-
 gion à la contacter ainsi que
 les camarades espagnols ré-
 sidants.

Le groupe libertaire Louise Michel

organise
SAMEDI 11 MARS
 à 20 h 30
 un colloque-débat
 sur le thème
 DEMAIN
 LE MENSONGE
 ÉLECTORAL
 avec Maurice JOYEUX

Le groupe anti-autoritaire
 E. Masson de Concarneau
 appelle les libertaires du sud-
 finistère à prendre contact
 avec lui, écrire aux Relations
 Intérieures qui transmettront.

Directeur de la publication
 Maurice LAISANT
 Commission paritaire n° 55635
 Roto-Group 78
 93 - Saint-Denis
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Diffusion SAEM Transport Presse
 Routage 205 - Publi Routage

Réunion débat à Amiens...

Le vendredi 24 février, le groupe anarchiste d'Amiens orga-
 nisait, avec l'aide de 3 copains venus de Paris (dont Maurice
 Joyeux), un meeting sur le thème: «Les anarchistes face aux
 élections et en particulier face à 1978».

Alors que dans la circonscription d'Amiens onze (!) candidats
 se présentent aux municipales (ces candidats s'étalent de la
 droite à l'extrême-gauche), seuls les anarchistes appellent à
 l'abstentionnisme révolutionnaire.

L'explication de notre appel à l'abstentionnisme fut suivi d'un
 débat au cours duquel de nombreuses opinions se trouvèrent
 confrontées. A des membres de l'extrême-gauche qui tentaient
 de justifier leurs positions par des arguments peu convaincants,
 tels que: «pourquoi ne pas essayer la gauche, ainsi elle se dévoi-
 lerait...», ou bien: «servons-nous des élections comme plateforme»,
 les anarchistes répondirent que, pour eux, l'union de la gauche
 ne s'était que trop dévoilée et que de plus il ne suffisait pas de
 dénoncer nos maîtres actuels ou futurs (ce qui laisse toujours
 la possibilité d'en essayer de nouveaux!) mais qu'il fallait dé-
 noncer en bloc tout le système électoral qui fait de nous des
 êtres passifs sans aucun pouvoir de décision (pouvoir concen-
 tré entre les mains de quelques uns!).

Ainsi participer aux élections même avec un discours «révo-
 lutionnaire» revient malgré tout à cautionner ce système.

N'essayons pas de défendre ces structures qui nous étouf-
 font, refusons les!!

Voilà pourquoi nous avons réaffirmé que la révolution sociale
 ne passait pas par les urnes et que l'abstentionnisme révo-
 lutionnaire était la seule position compatible avec notre condam-
 nation du système électoral.

Ce débat suivi par une cinquantaine de personnes aura donc
 été très enrichissant pour tous.

Jean-Michel
 (groupe d'Amiens)

... et à Corbeil-Essonnes

Le mardi 21 février, se tenait à Corbeil-Essonnes une réunion
 d'information sur les nouveaux dossiers scolaires, organisée
 par le groupe Fernand Pelloutier.

La réunion rassembla 15 personnes au cours de laquelle fut
 projeté un montage audio-visuel sur le fichage des enfants,
 montage réalisé par «Culture et Liberté».

A la suite de cette projection, une discussion s'est engagée
 puis nous avons décidé de faire circuler le montage en le pas-
 sant à des associations telles que M.J.C., Comités de Défense
 des Locataires, etc., et d'expédier des communiqués aux jour-
 naux locaux.

Groupe F. Pelloutier

SOUSCRIPTION PERMANENTE

MENOUX	100	LEFEVRE	100
LE HAVRE	30	SCOUARNEC	150
ANONYME	100	DUPERRAY	22
FEUILLET	5	GROUPE JACOB	970
CENDRON	33	ANDRES	100
GALICHET	100	ANONYME	100
DALGON	50	PEYRAULT	42
PERRAULT	100	ANONYME	100
BODART	100		
MILLOT	100		
PILATRINO	25	TOTAL	2327

Le groupe libertaire
 Lorion
 de Savigny
 organise
DIMANCHE 12 MARS
 une réunion élargie
 à tous les sympathisants
 du coin
 sur le thème
LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
ET L'IMPLANTATION DU
MOUVEMENT LIBERTAIRE
DANS LA RÉGION DE
SAVIGNY SUR ORGE
 Rendez-vous à 14 h 30
 devant le lycée Corot
 à Savigny
 (face à la gare)

Cours du groupe libertaire
 Louise Michel
 chaque jeudi
 à 20 h 30
 10, rue Robert Planquette
 Paris 18^e
 métro Blanche ou Abbesses
 jeudi 9 mars
L'ANTIÉLECTORALISME
 par Thyde Rosell
 jeudi 16 mars
FERNAND PELLOUTIER
 par Michel Florentin

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3, rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.06
 CCP Publicité 11289-15 Paris

TARIF
 France
 3 mois 35 F
 6 mois 65 F
 12 mois 125 F

Suris par famille
 55 F
 110 F
 210 F

Etranger
 40 F
 80 F
 150 F

Abonnez
 vous

BULETIN D'ABONNEMENT

(à retourner 3, rue Ternaux 75011 Paris France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement

Cheque postal Cheque bancaire Mandat-lettre

Préciser (à rendre ou bulletin):

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

Coups de feu à l'école

LA RÉPRESSION TUE

LES sbires du ministre de l'intérieur ont beau claironner que le système policier a fait reculer les agressions dans le métro de Paris, un fait divers sanglant dément tragiquement les «bienfaits de la répression».

Un prof de sciences nats accuse un de ses élèves d'avoir commis un larcin au labo et lui inflige la très archaïque «colle». Le vo-

leur présumé - personne ne s'inquiète de savoir s'il l'était ou non - pour toute justification, flingue le prof de deux balles dans le ventre et se flingue lui-même d'une balle dans la tête avant que ses camarades, paralyés par l'épouvante, n'aient pu intervenir. Le prof assassiné avait 29 ans, le jeune meurtrier suicidaire, 14!

Les premières déclarations, à la radio, du directeur de l'établissement et de l'inspecteur d'académie, laissent pantois et sceptiques: le collège était sans histoire, le prof nouveau, un doux, aimé de ses élèves. L'adolescent n'avait jusqu'alors manifesté aucun trouble du comportement.

Quelques jours plus tard, interviewé par un journaliste, le même directeur donne une analyse très différente des faits. Le prof n'était plus aimé que de ses collègues; le collège avait connu et connaissait encore parfois des heures d'extrême violence (intrusion de provocateurs à l'intérieur du collège); après un essai de pédagogie non-punitif, remise en vigueur des punitions à la demande même des collégiens! Et depuis le retour au système répressif - dixit toujours la direction - la violence avait presque disparu de cet établissement. Résultat: un meurtre et un suicide!

L'indignation, la révolte nous saisissent aux tripes devant ces deux morts absurdes, celle du prof comme celle de l'élève, victimes tous deux du système scolaire qui n'a d'autres moyens de fonctionner que la répression, la brimade qui crée un climat de défiance, voire de haine, entre enseignants et enseignés, parce que fondé sur la hiérarchie, parce qu'imposant un programme d'études hors la vie auxquelles ne croient plus les jeunes ni souvent même les profs. La guérilla entre maîtres et élèves, c'est le système scolaire et lui seul qui l'engendre, système qui est un des éléments du grand système, celui de l'Etat.

Si ce n'est pas chaque jour qu'on assassine et se suicide au lycée, au collège, la violence à peu près quotidienne, plus ou moins latente, règne à l'école. Les gosses, parfois très jeunes, sortent le couteau; des desperados mettent le feu au bahut; c'est un prof, il y a quelques années, qui tua son élève; l'an dernier, des suicides d'enseignantes et d'enseignants, incapables de maîtriser la horde de délinquants mal dans leur peau, un enfant de onze ans se servit d'un fusil de chasse pour se supprimer, ne pouvant supporter la honte d'une accusation injuste.

Il ne suffit pas de s'indigner, de se révolter stérilement devant ce gâchis de jeunes vies humaines, de potentiel humain. Les murs de la vieille école, qu'elle soit d'Etat ou privée, même s'ils sont modernes d'aspect, sont lézardés. En s'écroulant, ils font mourir. Seule une pédagogie anti-autoritaire, dont les modalités restent à définir et qu'il faut tout de suite expérimenter, basée sur un échange égalitaire entre jeunes et adultes, sur la confiance réciproque, dans et pour la vie, permettra l'acquisition consentie des connaissances, du sens critique, l'éclosion de la créativité et l'apprentissage de la liberté. La lutte existera, certes, non pas dans la violence meurtrière, mais dans la joie.

Marie-Madeleine HERMET

Un monde parallèle et oublié

Quelques réflexions sur les Centres d'Aide au Travail

ÊTRE HANDICAPÉ MENTAL EN 1978

De temps en temps, on cite en exemple, on découvre un héros, une star qui remplit un peu le petit écran ou le flash radio. Les débilés mentaux ou physiques n'existent que par leurs élites: voir Patrick Ségala ou les tribulations d'une chaise à roulettes autour du globe. Mais les autres, tout le monde s'en fout. Combien de gens savent ce qu'est un C.A.T. (Centre d'aide au travail), et comment vivent les handicapés à l'intérieur de ces centres.

C.A.T. Connais pas!

L'arrivée au C.A.T. se fait à partir de l'âge de 20 ans. Les C.A.T. ne sont pas des centres de loisirs! Les centres ne vivent que par le produit de leur travail: tous les ateliers sous-traitent des travaux qui leur sont confiés par de petites entreprises locales (emballage de graines, mise en sachet de visseries diverses, fabrication de cagettes à fruits...) et par certaines administrations (PIT: remise en état des postes téléphoniques). La semaine de travail est de 35 heures environ, avec quelques heures de sport dans tout cela.

LOI D'ORIENTATION RÉACTUALISÉE

Les handicapés mentaux ne seront jamais des travailleurs

comme les autres: c'est pour cela qu'on leur donne des lois différentes. La nouvelle loi d'orientation se promet de clarifier les choses: d'un côté les irrécupérables qui finiront à l'hôpital (pas rentables pour le C.A.T.) et de l'autre les récupérés qui finiront leur vie à l'atelier. L'atelier, c'est le boulot au rendement, comme à l'usine! Mais une usine où il n'y aurait ni syndicat pour se défendre, pas de SMIC obligatoire (même à 2400 F): une seule chose, le boulot qui donne un salaire de 100 à 300 F suivant le travail!

Toute société engendrera des inadaptes! Le seul devoir de toute société juste est d'intégrer ces gens-là à la société, dans la vie de tous les jours. Aujourd'hui, on préfère les voir dans des prisons, même si elles sont dorées, plutôt que dans la rue où ils pourraient ternir l'image de l'individu «normal».

La société actuelle marginalise les jeunes, les vieux, les chevelus, les drogués! Alors, les handicapés n'échappent pas à la règle.

Christian GAUDRY

* La loi d'orientation date du 23 novembre 1957. Elle oblige les entreprises à employer 3% de personnel handicapé.
* Les handicapés touche une prime de 1000 F par mois.



TEBO
LÉON
Union
Cartoons

— Franchement, Monsieur,
j'ai besoin d'une augmentation!

85-87 avenue d'Ivry à Paris

L'occupation se poursuit...

LE 28 février, les occupants du 85-87 avenue d'Ivry (Paris 13^e) passaient en procès au tribunal d'instance, soutenus par une cinquantaine de personnes. Les débats ont eu lieu à huis-clos, malgré les protestations des avocats dont l'un a été exclu de la Chambre du Conseil par le président Orsatelli, car il n'était pas inscrit sur les papiers de l'aide judiciaire que certains occupants avaient obtenus. Le juge a choisi de faire passer les occupants un à un et non collectivement, pour les diviser plus facilement. Cela a permis à l'avocat du logement français de proposer verbalement un hypothétique relogement durant la période d'hiver seulement et en grande banlieue.

La défense des occupants, soutenus par leur avocat, consistait principalement à démontrer l'incompétence du tribunal en la matière: «occupation sans droit ni titre». Ils ont obtenu gain de cause, leur affaire sera jugée ultérieurement devant une autre juridiction.



Echappant ainsi à l'expulsion immédiate, ils ont la possibilité de continuer la popularisation de leur lutte, de s'assurer des soutiens supplémentaires et de faire avancer la lutte pour le contre-projet d'aménagement de la ZAC Baudricourt (voir ML précédent).

Un travail considérable reste donc à accomplir dans de brefs délais; posant de façon cruciale le problème de la participation des occupants. D'un appartement à l'autre, le profil des habitants est vraiment différent: selon le temps dont on dispose (étudiant, chômeur, travailleur), que l'on a des enfants ou pas, en fonction des facilités d'expression et de langage (les copains immigrés sont évidemment défavorisés), des inégalités de formation. La motivation pour le squatt change ainsi que la manière de lutter. Il se dégage trois grandes perspectives:

- accession individuelle au logement
- maintien et sauvegarde de l'immeuble
- élargissement des deux premiers points à l'ensemble du quartier menacé de démolition.

Le thème principal reste toujours la popularisation maximum du squatt. Pour certains, cela passe par l'ouverture d'une «crêperie lieu de rencontre», pour d'autres par une popularisation auprès des associations de quartier ou encore par une campagne de presse. Les conceptions de défense varient elles aussi. Ce sera la construction d'un mur ou bien l'élaboration d'un «dossier justice».

Une partie des gens se tourne plus volontiers vers les tâches internes à l'immeuble tandis que l'autre accentue son effort vers l'extérieur.

Les décisions sont prises lors de réunions générales mais souvent pressées par le temps et les événements, elles émanent plutôt d'initiatives individuelles. Ce qui se gagne en efficacité est perdu par le manque de cohésion et il en résulte une attribution de fait des tâches.

Les idées et les moyens de chacun étant très différents pour parvenir aux résultats escomptés, la prise en charge de la lutte par les occupants eux-mêmes s'en ressent.

Il n'en reste pas moins que la plupart s'intéresse et apporte un concours à sa mesure. Rien ne va de soi, mais le plus petit acquis vaut que l'on continue. C'est la lutte permanente.

Patrice

Liévin

Trois ans après !

LIEVIN: 42 morts à la suite d'un coup de grisou dans une galerie minière, le 27 décembre 1974. Trois ans après, la procédure judiciaire se traîne en longueur. Le 28 février dernier, la CFDT locale des mineurs et l'association des veuves du 27 décembre, organisaient une conférence pour démasquer la «lenteur» de la justice dans l'affaire de Liévin, liée à son caractère de classe et les conditions de travail dans les houilleries, niant par là la fatalité d'une telle «catastrophe».

LENTEUR DE LA JUSTICE ?

Quand elle met quelques heures pour décider de l'extradition de l'avocat Klaus Croissant et plusieurs années pour les 42 mineurs morts à Liévin, nous ne sommes pas dupes!

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL NE SONT PAS DUS A LA FATALITÉ

Quand on parle des accidents de travail dans les mines, le pouvoir et la presse évoquent toujours la fatalité. On assiste ainsi à une normalisation des accidents du travail en avançant la notion de «risque professionnel», ce qui dispense les patrons de toute responsabilité.

Dependant de tels accidents se déroulent conformément à des lois physiques rigoureuses qui n'ont rien à voir avec la fatalité, car on peut les prévoir et prévenir certaines situations dangereuses.

L'argument de la fatalité décharge les patrons de toute responsabilité et ne remet pas en cause les conditions de travail défectueuses.



LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LES MINES

On constate que depuis une dizaine d'années, dans les mines, le risque d'explosion souterraine s'est accru (1 mort par explosion/200 mineurs), ainsi que le risque de silicose (700 à 800 morts/an) et d'accidents divers. Les causes générales de cette dégradation accélérée des conditions de travail sont multiples et liées en grande partie à la récession des houillères qui doivent fermer dans la prochaine décennie.

On assiste ainsi à un arrêt de l'embauchage depuis 1967, ce qui conduit d'une part à une élévation de la moyenne d'âge des mineurs du fond (40 ans en 1973), augmentant le risque de silicose et la pénibilité des tâches. D'autre part, à une baisse globale de compétence, les spécialistes étant les premiers à partir à cause de la reconversion; cela augmente le

risque d'explosion par la dégradation des installations et de l'entretien.

De plus, il y a une augmentation considérable de la production horaire des chantiers du fait de la mécanisation, ce qui accentue le risque d'explosion, le dégagement de grisou étant plus important.

Une telle évolution de l'entreprise inspirée uniquement par des objectifs financiers, et se traduisant par des évolutions techniques et par des modifications de la politique du personnel, est un phénomène très général en période de récession. En contrepièdes, les actions de prévention sont négligées, car elles sont considérées par les patrons comme des investissements improductifs. Alors que dans le cas des mines, un dispositif d'aération efficace réglerait d'un même coup le problème des explosions (grisou dilué), le problème de la silicose (silice diluée), et le problème de la chaleur, rien n'est mis en œuvre à cause de prétendues difficultés techniques, argument suprême des patrons alors

qu'il est prouvé que cela est parfaitement réalisable (moyennant un peu d'argent!).

Dans une affaire dramatique comme celle de Liévin, faisant 42 morts chez les mineurs, une fois de plus on s'aperçoit que la justice est sous la main des patrons et que délibérément, pour une question de rentabilité, ces mêmes patrons jouent avec la vie des ouvriers (cf. l'explosion de Merlebach faisant 16 morts parmi les mineurs envoyés contre leur gré dans les galeries où s'était déclenché un incendie) et parlent de Liévin comme d'un «incident regrettable». Cela signifie que nous ne devons en aucun cas nous en remettre aveuglément à la justice, mais passer à l'action directe pour dénoncer des conditions de travail et des accidents qui ne sont fatals que dans notre système de profit.

Isabelle et Jean-Charles (groupe E. Goldman)

Du S.M.I.C. à l'autogestion, le grand virage des politiciens en quête d'un fromage électoral a commencé !

LA vérité sort du puit disait le fabuliste! Aujourd'hui elle prétend sortir des urnes, ou plutôt cette campagne électorale dont nous vivons les derniers remous, vient d'accoucher du premier des miracles que nos candidats nous promettent si nous votons pour eux. Et quel miracle! Marchais nous offre l'autogestion enveloppée dans un tract et Mitterand promet de remplir nos poches avec le SMIC à 2400 F. Frottons nous les yeux, effaçons de nos souvenirs les déclarations de Ségué assimilant l'autogestion à une arme employée par les multinationales pour dévoyer les travailleurs ou celles de Rocard nous annonçant les pires catastrophes économiques parmi lesquelles la ruine du petit commerce et l'inflation, si les smicards pouvaient dépenser la somme fabuleuse de 2400 francs tous les mois!

Oui, nettoignons nos esprits, c'est vrai, ils vous le disent. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, il ne s'agit pas seulement d'une clause de style pour campagne électorale, ça va plus loin. Il y a quelques jours, au sein d'une commission économique importante où je représente mon organisation syndicale, le représentant de la CGT, tenant son auditoire en haleine, le mettait en demeure d'accepter l'autogestion dont il parlait avec l'assurance et l'autorité d'un personnage pour lequel l'autogestion aurait été l'unique objet de sa réflexion pendant plus de quarante ans. Le SMIC, l'autogestion? Parfait, et après tout, à tout péché miséricorde, nous dit l'évangile selon saint Con! Mais voyons cela d'un peu plus près.

les cellules. Naturellement, à être tripotée de la sorte, l'autogestion, devenue un slogan électoral, subira le même sort que tous les slogans électoraux, c'est à dire qu'elle perdra de sa crédibilité et les politiciens en général et les stalinien de la CGT en particulier, pourront alors se servir sans danger de ce que ce terme contient encore de dynamisme évocateur de libération sociale!

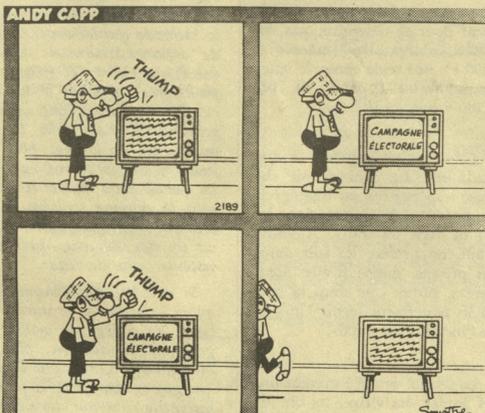
Pour nous, socialistes libéraux et anarcho-syndicalistes, c'est à partir de Proudhon que nous avons défini notre position sur l'autogestion. L'autogestion dans une entreprise ne se justifie que dans la mesure où toutes les formes économiques ou d'autorité de domination de classe sont abolies. L'autogestion

la compétence, le savoir, l'autorité, etc. Et il me paraît bon de séparer nettement l'organisation syndicale, fût-elle anarcho-syndicaliste, de l'organisation anarchiste, lorsqu'il s'agit de la Fédération Anarchiste.

Le tripotage des politiciens de gauche qui, sans vergogne, pour défendre leurs intérêts de clan, détériorent les formules consacrées du mouvement ouvrier, doit être dénoncé sans faiblesse, car lorsqu'ils prostituent le vocabulaire révolutionnaire, ils font le jeu de la classe dirigeante dont ils sont les alliés sur le fond et dont ils ne sont séparés que sur la question du clan qui «doit» bénéficier des avantages que procure l'exploitation du monde du travail.

Marchais autogestionnaire de choc, Mitterand défenseur du SMIC à 2400 (et pourquoi, 2400?), on aura tout vu! Même le loup se faire agneau. Il est vrai que dans ce pays le ridicule, voire l'odieuse, ne tuent plus. Il serait peut-être bon de demander à ces gens-là de se taire, de faire preuve d'un peu de décence. Mais à quoi bon? L'échéance est proche. Le mirage va se dissiper, après le cirque électoral il faudra revenir aux réalités et ces réalités seront amères! Chacun prévoit des jours difficiles, des luttes âpres, des constatations démolissantes. Et bien nous serons présents dans ces luttes, nous les militants anarchistes, pour expliquer, pour convaincre les femmes et les hommes que la classe dirigeante ne laissera pas la place sans lutte, qu'il faudra la chasser par la force ou accepter de vivre sans dignité, comme des molosses bien nourris mais enchaînés.

Maurice JOYEUX



L'autogestion, qui pour nous n'est rien d'autre que la transposition dans le langage de notre époque de ce que les milieux syndicalistes révolutionnaires appellent depuis cinquante ans et plus la gestion ouvrière, a mauvaise presse auprès des esprits conservateurs dont elle dérange les habitudes et cela se comprend, mais elle a également mauvaise presse auprès de certains travailleurs parce qu'elle est devenue une simple formule électorale et, comme toutes les formules électorales dont ils se servent, les politiciens de gauche la vident et la remplissent à la demande, suivant la nature du public qu'ils désirent séduire sur les ondes ou dans les préaux d'écoles. Ainsi par exemple ce syndicaliste de la CGT, dont je parlais plus haut, nous a doctement informé que «son» autogestion permettrait aux ouvriers, dans une usine nationalisée, d'élire un tiers de direction, les deux autres tiers étant fournis par l'Etat et par les hauts cadres! Cette foisci, on comprend mieux et on retrouve toute la rouerie et toute la duplicité qu'on enseigne dans

ne s'inscrit pas comme une simple anomalie dans le cadre d'une économie de profit. Pour nous, elle doit être globale, c'est à dire révolutionnaire et transformatrice de toute la société du profit.

Pour le SMIC, je voudrais d'abord faire une réflexion. Le SMIC à tel ou tel prix n'est pas une revendication de la Fédération Anarchiste même si les anarchistes, à travers leurs organisations syndicales, défendent le SMIC à 2400 et ils ont raison, mais il ne faut pas confondre les sujets! La Fédération Anarchiste n'est pas là pour installer le moins mal possible les travailleurs dans ce système, elle est là pour le détruire. À travers les luttes ouvrières pour les salaires les travailleurs anarchistes luttent sur deux plans. Le premier est un plan de solidarité et de classe, le second est un plan de lutte pour affaiblir le système et l'amener à la capitulation. Mais sur le fond, le principe du SMIC est mauvais dans le sens où il confirme une différenciation de classe établie à partir de critères tels

en bref...en bref..

La MJC du Mont-Mesly, 100, rue Juliette Savar à Créteil, organise du 1^{er} au 25 mars, une animation sur le thème du travail. Une série de débats abordera les problèmes suivants:
vendredi 10 mars à 21 h, autogestion, nationalisations, socialisation, quel pouvoir aux travailleurs?
Samedi 11 mars à 21 h, les femmes et le travail.
Vendredi 17 mars à 21 h, l'emploi, les luttes dans le Val de Marne.
Samedi 18 mars à 21 h, le travail qui tue la santé.
Mardi 21 à 21 h, la formation.

Bruno Reynal, membre des Chantiers Autogérés de Picardie, insumis total depuis octobre dernier, s'est fait arrêté lors d'un contrôle routier à Auxerre le 17 février. Il a commencé une grève de la faim. Il passera en procès au TPIA de Metz prochainement.

IL FAUT LUTTER

LA psychose électorale agit comme un brouillard épais semblant nous faire oublier que les affaires continuent. Le profit et l'exploitation économique et tout ce qui concoure à notre misérabilisme quotidien, «métré-boulot-dodo», c'est à dire notre cadre de vie, se poursuivent sans se soucier de la frénésie politique qui s'est emparée des esprits.

Côté cour: à la Bourse on joue la relance avec à l'esprit et le portefeuille quatre hypothèses possibles de type de gouvernement. A Drouot, autre sanctuaire du capitalisme, les valeurs refuges que sont les objets d'art continuent leur grimpe. Et, dans les états-majors des grands groupes capitalistes, les choix financiers et industriels ont déjà été pris depuis belle lurette. Là, pas de frénésie: une réalité froide de continuer à exploiter avec un souci de recherche du moindre risque ou imprévu possible.

accordons à affirmer qu'elles sont plus que nécessaires mais bien insuffisantes pour répondre aux exigences légitimes de mieux-être et de liberté. Insuffisants car leur plafond est fonctions des limites compatibles possibles avec le système tel qu'il existe et tel qu'il faut le maintenir.

Côté cœur: faire sauter le couvercle de la marmite pour libérer les forces sociales, c'est ce qu'il faudrait pour répondre aux exigences véritables des populations. Or aucune des propositions politiques n'entend aller si loin et briser ce cercle économique vicieux où profits, plus-values, inégalités, sont étroitement liés et savamment dosés pour perpétuer l'exploitation et la relation dominant-dominé. Là, à ce niveau, le consensus de tous les politiciens devient réel. L'Etat reste «l'obusman» de cet équilibre social. Conservateur par nature, il freine toute possibilité d'expression



Côté jardin: à défaut de maîtriser quoi que ce soit, c'est l'éternel attente et espoir. Attente de jours meilleurs - demain peut-être on rasera gratis? - et espoir pour des millions de sans emploi, de bas salaires. Demain, toujours demain...

L'espoir fait vivre dit-on. Amère illusion dont les partis s'accordent à prendre en compte mais pas en charge. Tous nous proposons, à leur sauce, le meilleur des mondes. Aux travailleurs et aux chômeurs qu'il faut revaloriser ou aider, au patronat pour lui permettre de faire face. Face à quoi? A des propositions sociales dont nous nous

d'un immense ras-le-bol populaire capable de générer un autre type de société.

Mais pour l'instant il n'en est pas là. Seules les contingences électorales comptent et on verra, entend-on, ce que demain sera fait. Suffira-t-il de lâcher un bout de gras, même en suffisance, pour que les fauves ne se le disputent pas? A voir.

Le 19 mars nous saurons enfin qui signera le bail avec VGE. Mais après, attendons-nous, préparons-nous à des moments difficiles. Rien n'est jamais acquis et il faut lutter, toujours lutter.

Roland BOSDEVEIX

VIENT DE PARAÎTRE

LES ANARCHISTES ET LES ÉLECTIONS

En vente à Publico

Prix: 7 F

Du côté des femmes

Le vote, seul espoir de changement ?

Les élections approchent et chacun veut une part du gâteau. Il ne manquait plus, dans ce grand guignol, qu'un programme commun des femmes. «Choisir» parle au nom des femmes sans leur laisser de choix: une seule issue, la voie parlementaire. Un nouveau cri de femmes pour Gisèle Halimi: «laissez-nous 50% du pouvoir». En effet, les femmes sont capables de prendre des responsabilités, de se faire obéir, de se faire élire. «Choisir» a choisi pour les femmes ce même rôle de pantin que la société patriarcale fait jouer aux hommes.

Pour «Choisir», le but c'est la représentativité des femmes dans les partis et dans un gouvernement. Les problèmes des femmes seront résolus par de nouvelles lois! Comme certains écologistes, elles veulent apporter un sang neuf à ces vieux partis qui cheminent dans une impasse et qui ne trouveront jamais l'issue pour construire une société à partir de l'individu. Les hommes et les femmes de pouvoir ne veulent régner pour le bien de tous que sur un tas de veaux dociles, comme disait l'autre.

«Choisir» brandit un nouvel étendard: la femme qui, bien intégrée dans les partis, servira à les vivifier. Cette lutte, nous femmes, nous la refusons par la voie électorale. Nous savons trop comment d'autres déjà se sont fait récupérer par ceux qui pensent mieux à notre place et qui veulent nous faire taire quand ils ont le pouvoir entre leurs mains.

Gisèle Halimi et son bataillon sont persuadés d'avoir usé d'imagination en écrivant ce programme commun qui n'est que le leur. Que d'imagination pour déboucher sur le parlementarisme des hommes! Le programme commun des femmes ne bouleverse surtout aucune institution, il s'adapte précisément aux structures existantes. Et ça l'étonne, madame Halimi, que toutes les femmes ne suivent pas sa bannière!

La révolte des femmes est profondément libertaire, c'est le refus de l'autorité, de l'exploitation. Les femmes veulent détruire la carcan dans lequel elles sont enfermées depuis des siècles. Elles veulent anéantir une fois pour toutes cette société qui a fait d'elles des êtres assistés, sans personnalité. Elles veulent vivre enfin et s'épanouir en tant qu'individus à part entière.

Etouffées et enchaînées par les hommes depuis la nuit des temps, les femmes veulent arracher une liberté complète, leur cri est un cri de délivrance, elles ne marcheront pas leur liberté en laissant à quiconque un pouvoir sur elle. Ayant secoué ce joug, comment Gisèle Halimi peut-elle supposer qu'une femme acceptera de rentrer à nouveau dans le rang?

Cette liberté, nous l'arracherons par des moyens directs, nouveaux, et c'est peut-être ça qui fait peur à tous ces politiciens et politicards. Les femmes n'ont pas eu besoin qu'on les guide pour se rencontrer,

s'organiser dans les quartiers, dans leur travail, etc. Elles ont appris seules comment se défendre et s'aider. Elles ont réappris la solidarité. Ce ne sont jamais les lois qui ont apporté satisfaction aux femmes: l'avortement était une réalité niée par le pouvoir. Les femmes ont hurlé si fort que des oreilles parlementaires n'ont pas pu faire autrement que de les entendre. Et qu'est-il advenu? Une loi... pour calmer la révolte. Mais quelle loi, et combien de femmes sont encore réduites à avorter dans les pires conditions. Elles savent, elles, qu'une loi ne change rien à leurs conditions. Et c'est dans cette ornière que Gisèle Halimi veut nous entraîner?

La lutte des femmes est essentiellement anti-autoritaire et c'est pour cela qu'elle est d'essence libertaire. On ne peut la canaliser et vouloir l'insérer dans les structures existantes. Les femmes doivent aller jusqu'au bout et ne pas s'arrêter au milieu du chemin pour aller vers des partis et le parlementarisme, trop heureux de leur ouvrir les bras pour calmer la révolte.

Si les femmes assument cette révolte jusqu'au bout, les hommes ne pourront pas rester les bras croisés et de cette lutte commune pourra naître un monde nouveau.

Commission femmes de la F.A.

Marseille

RACISME CROISSANT

Pour les travailleurs immigrés à Marseille, les conditions d'existence sont véritablement déplorables. Comme partout ailleurs me direz-vous! Mais à Marseille, il faut être vraiment de marbre (et ça existe!) pour rester insensible au climat de haine qui règne envers nos camarades. Ce n'est pas chose rare que d'assister, au hasard des rues, le soir, à des tabassages en règle, à des ramassages après une pseudo-vérification d'identité, quand cela ne va pas jusqu'à l'assassinat pur et simple, et cela devant témoins, par les flics marseillais.

Les exemples d'attentats, de ratonnades orchestrées les plus souvent par l'extrême-droite, et d'assassinats sur les travailleurs immigrés, ne manquent pas. Nous ne citerons pour mémoire que celui qui fut perpétré en pleine gare St-Charles où un flic abat froidement un arabe, et plaide non-coupable en invoquant la légitime défense! Marseille, il est vrai, compte énormément d'immigrés. Ceux-ci vivent en ghetto, dans des super-taudis, et «l'honnête citoyen», conditionné par la presse pourrie qui sévit, emprunte allégrement les chemins pendants du racisme le plus dangereux. De plus, et ceci depuis quelques temps, le pouvoir a développé ce climat, en se dotant d'un extraordinaire arsenal, pour mettre au pas l'immigration: 5000 expulsions en 1976, opération du «million», sans oublier les mesures Stoléru. Le but, bien entendu, c'est de diviser les travailleurs, en voulant rendre comme seuls responsables de la crise et du chômage, les immigrés.

A Marseille, il existe un «symbole» de cette politique de «l'apartheid», qui a pour nom «prison d'Arenc», comme nous le rappelions dans un article paru dans *Le Monde Libertaire* n° 251. Cette prison a fonctionné pendant plus de dix ans dans la plus complète illégalité. Mais une circulaire, entrée en application dans le courant du mois de janvier dernier, l'a désormais légalisée, ce qui veut tout simplement dire qu'elle continuera de fonctionner. Par ailleurs, cette fameuse circulaire Bonnet-Peyrefitte qui, entre autre, étend la garde à vue des immigrés à 7 jours, multiplie les centres type Arcenc, puisque désormais toutes les prisons de France deviennent des centres «d'Hébergement» pour immigrés en voie d'expulsion, donc coup de baguette magique et près de 200 prisons d'Arenc!!

Côté organisations syndicales et partis de gauche, on observe bien entendu le mutisme le plus complet. La lutte s'en tient uniquement à un collectif qui essaie tant bien que mal de la populariser, mais la manière employée frise la stérilité. Il se serait temps, en effet, que ce collectif fasse preuve d'un peu plus d'imagination, mais il faut dire qu'il est devenu désormais rien d'autre qu'une succursale de L'OCT, où les travailleurs immigrés sont d'ailleurs pratiquement absents. Il est vrai que l'imagination n'a jamais été le fort de nos gauchistes autoritaires. On en veut pour preuve que la manière dont s'est déroulée la marche nationale sur Arcenc, organisée le 11 février dernier, pâle reflet de celles qui l'ont précédé. Devant l'interdiction de toute manifestation par le préfet de police, on cède! Comme les fois précédentes, on essaiera de montrer sa «détermination» (sic) en manifestant dans un endroit de la ville désert, ce qui se traduira par un gigantesque fiasco.

A droite on opprime, à gauche on se tait, et à l'extrême-gauche on se fait plaisir. Les travailleurs immigrés continuent à payer! Il est donc temps d'envisager d'autres formes de lutte pour que ce beau slogan «travailleurs français, immigrés, tous unis» ne soit plus un mythe mais une réalité.

Denis LAROUSSINIE

informations internationales

Allemagne

QUI PAIERA LES FRAIS DE LA CRISE ?

En RFA comme en France le grand souci des dirigeants et du patronat, c'est de ne pas compromettre le redressement par des augmentations inconsidérées des salaires: en un mot, faire payer les frais de la crise aux salariés. Le gouvernement fédéral a établi pour 1978 un plan mirifique: taux d'expansion de 3,5%, inflation au dessous de 4% et une augmentation maximum de 4,5% en ce qui concerne les salaires. Ce serait - à peine - le maintien du pouvoir d'achat. Mais ces «sages» prévisions semblent bien compromises. La récente grève des travailleurs des ports de la mer du Nord a contraint les employeurs à accorder une augmentation de 7% (contre les 9% demandés). On accuse le maire socialiste de Hambourg, Klose, qui a servi d'arbitre, de s'être taillé un succès facile auprès des travailleurs du port, en prévision des élections municipales de juin! Mais ce succès - d'ailleurs relatif - des travailleurs des ports encourage la puissante fédération des services publics et son secrétaire Klunker à réclamer, elle aussi, une augmentation de 9% (avec l'espoir d'en obtenir 7!). Il se pourrait que la sagesse et la résignation des ouvriers allemands soient à bout de patience et on se souvient des protestations qu'avait soulevées Vetter, un des dirigeants de la DGB, lorsqu'il avait proposé, comme remède au chômage, la réduction de la journée de travail... avec réduction correspondante des salaires!

ÉCHEC À LA DIRECTION DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE

Le congrès national des jeunes socialistes (Jusos) du SPD s'est tenu à Helleim et a été un échec cuisant pour la direction du parti. Par 164 contre 126, le congrès a choisi comme nouveau président un jeune avocat Schröder, anti-révisionniste, contre le candidat du parti, le révisionniste Schreiber. Le congrès a en outre réclamé à la quasi unanimité la réintégration de Benener, l'ancien président des Jusos, exclu par la direction du parti. Le congrès s'est enfin prononcé pour la défense de la démocratie menacée, contre l'aggravation des lois antiterroristes et s'est solidarisé avec la tenue d'un tribunal Russell en RFA. Signalons enfin que le congrès des jeunes

démocrates du parti libéral (FDP) s'est prononcé dans le même sens à Braunschweig.

Italie

— Nous apprenons que trois camarades anarchistes italiens, Lorenzo Santi, Bruno Igor Mondo et Roberto Scanagatta, insoumis totaux, sont détenus à la prison militaire du fort Boccea à Rome.

— Les G.A.F. (groupes anarchistes fédérés) qui se sont dissous il y a peu de temps en tant qu'organisation, s'expliquent dans le dernier numéro de leur revue *Rivista Anarchica* (qui continuera de paraître). Ils restent présents en tant que groupes anarchistes autonomes. Ils n'ont rejoint ni la FAI (fédération anarchiste italienne) ni les GIA (groupes d'initiative anarchiste). Ils tentent une nouvelle forme de propagande et d'action au sein de la population.

— L'organisation fasciste *Ordine Nuovo* a été reconstituée en Italie. L'annonce de cette reconstitution, à Trieste, marque le début d'un nouveau cycle de terrorisme fasciste. Le 18 février, à Varèse, un commando fasciste lombard, aux cris de «A mort le communisme», a incendié plusieurs voitures et s'est violemment affronté à la police.

hollande

Le gouvernement Van Agt lutte contre le chômage... on construira deux sous-marins et un centre nucléaire pour livrer de l'uranium au Brésil. Armement d'abord! Mais voici un scandale qui atteint 38 membres du parlement de 1975 et risque d'éclabousser Van Agt. En 75 on avait proposé une loi modifiant les impôts sur les profits des assurances combinés avec des dettes hypothécaires. Il s'agissait de mettre un terme à une situation qui permettait de réaliser des profits libres de tout impôt. On imagine que des transactions eurent lieu où sont compromis des députés et des ministres du gouvernement précédent. Ces faits révélés le 7 février par l'inspection des impôts directs ont naturellement provoqué des démentis officiels, surtout de la part du parti chrétien CDA.

A la prison de Maastricht, les trois détenus de la RAF: Folkerts, Wackernagel et Schneider, ont commencé le 6 février une grève de la faim

pour protester contre les conditions de détention: isolement, absence de contact avec les autres détenus, visites strictement surveillées, interdiction de certains livres ou revues.

Le 7 mars on statuera sur l'appel de Folkerts et dans le même temps sur l'appel des trois membres de la RAF contre la demande d'extradition.

Espagne

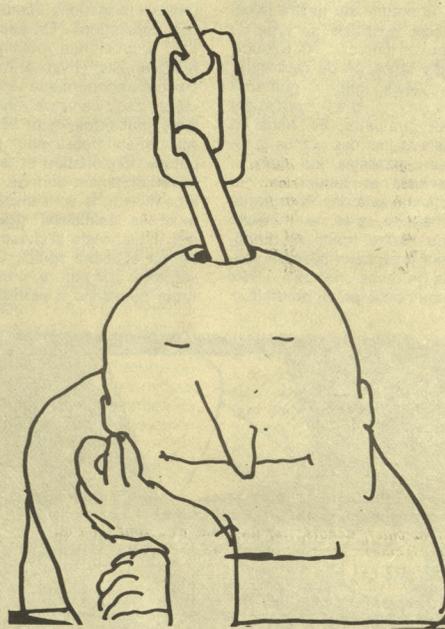
Ces derniers temps, une vague de répression d'envergure s'abat sur le mouvement libertaire. La police emploie tous les moyens en son pouvoir pour déprécier aux yeux de l'opinion publique tout ce qui est libertaire, et en particulier la CNT. En Espagne, l'Etat, avec la complicité des partis et des syndicats de gauche, organise une véritable chasse aux sorcières dans les rangs anarchistes. Dernièrement des dizaines d'arrestations ont été opérées à Madrid (250) et à Barcelone (177) envers des membres de la CNT. A Barcelone, en même temps que nos camarades espagnols, 4 anarchistes français ont été arrêtés. Il s'agit de Victor Simal, Oscar Magro, Bernard Pensiot et Isabelle Loeb. Les 3 premiers ont été torturés sauvagement par les sbires de la police carliste. Des «aveux» (stockage d'explosifs, attentats) leur ont été arrachés sous la torture. La presse espagnole et française a une nouvelle fois saisi l'occasion pour vomir son flot de calomnies (cf. *Le Matin* annonçant que les 4 Français arrêtés à Barcelone étaient dirigés par le fameux Carlos).

De plus, la situation s'aggrave dans les prisons espagnoles où «socio» (droits communs) et anarchistes, réunis au sein de la COPEL, mènent un combat sans merci contre l'univers carcéral particulièrement pénible en Espagne. Il faut savoir qu'actuellement les anarchistes sont les seuls prisonniers politiques espagnols!

Rien de changé donc, les prisons franquistes ou carlistes accueillent toujours nos camarades. Il faut briser le mur du silence, dénoncer la mascarade. Que ce soit en Allemagne, en Italie, en France ou en Espagne, la trique des Etats frappe toujours ceux qui luttent contre toute autorité, pour l'avènement d'une société sans classe ni Etat. Contre la coalition des Etats policiers, opposons la solidarité internationale des travailleurs. Liberté immédiate pour tous les camarades emprisonnés. Libération immédiate des 4 anarchistes français.

A LA GLOIRE DE BERTOLT BRECHT

La république démocratique allemande vient de fêter avec éclat le 80^e anniversaire de la naissance du poète et auteur dramatique Bertolt Brecht, né le 10 février 1898 à Augsburg et mort le 5 août 1956 à Berlin-Est. Brecht avait connu avant la guerre un succès mondial avec son *Opéra de quat'sous*; littérateur engagé, antifasciste militant, contraint à l'exil par le régime hitlérien, il se rallia après la guerre à l'Allemagne de l'Est et au stalinisme le plus inconditionnel. L'extrême-gauche vit en lui le plus grand auteur dramatique de l'époque, le maître incontesté de la littérature allemande contemporaine, affirmant sa suprématie aussi bien dans la poésie lyrique que dans le «théâtre épique». Et on sait le triomphe qu'ont connu dans toutes les grandes capitales les représentations du Berliner Ensemble, le théâtre fondé par Brecht.



Un écrivain, à condition de ne pas commettre trop d'incartades et de faire preuve d'une servilité rassurante, trouve dans le parti communiste une publicité sans réserve qui le porte au pinacle et le sacre «grand homme». Et il existe toute une fraction de la bourgeoisie à prétentions intellectuelles qui, de crainte de passer pour rétrograde, se pâme d'admiration devant tout ce qui est qualifié «d'avant-garde» par quelques illétrés. Durant les années 20, ce ne sont pas les ouvriers de Berlin qui vivèrent le succès du théâtre révolutionnaire de Piscator, mais les riches oisifs de la bourgeoisie berlinoise. Ne nous étonnons pas du succès de Brecht et de l'engouement suscité par son théâtre dans les «Maisons de la Culture» et autres lieux où triomphe le snobisme.

La glorification de Brecht est surtout, hélas!, d'ordre politique. Songez aux insultes dont il serait abreuvé s'il était devenu dissident... Ne parlons pas de «génie», gardons une juste mesure et reconnaissons à Brecht beaucoup de talent; en cela, il mérite une place à part et on ne saurait le confondre avec un Aragon qui, dans la littérature engagée, ne fut jamais qu'un clown de basse espèce. Mais quand la gloire littéraire devient fonction de la politique, il est bien difficile de pousser l'impartialité jusqu'à fermer les yeux sur tout ce que l'œuvre littéraire contient de profession de foi - voire de fanatisme - politique. Les poésies de Brecht, les plus belles comme les plus contestables, sont étroitement liées à la vision qu'a Brecht de la société, une vision strictement communiste orthodoxe. Brecht s'est parfaitement imprégné du catéchisme léniniste selon lequel la vérité c'est ce qui sert la Cause, tous les moyens sont bons quand ils sont efficaces et tout doit concourir à la plus grande gloire du communisme. Hélas! il n'y a là aucune exagération et, pour que rien ne manque à ce 80^e anniversaire, il convient de reproduire un extrait de Brecht (*Die Massnahme*):

«... Celui qui lutte pour le communisme, il lui faut pouvoir lutter et ne pas lutter, dire la vérité ou la taire, rendre des services ou les refuser, tenir ses promesses ou ne pas les tenir, s'exposer aux dangers ou les éviter, se présenter à visage découvert ou masqué. Celui qui lutte pour le communisme ne garde de toutes les vertus qu'une seule: c'est qu'il lutte pour le communisme»

Dédié aux imbéciles qui croient aux «conversions» d'un Marchais ou d'un Kanapa!

Jean BARRUÉ

Entretien avec le chanteur Gilles Servat

ALORS que l'on pensait l'artificiel Etat français parfaitement constitué (tout au moins culturellement), on s'est soudain aperçu qu'il existait en France d'autres cultures et que de plus ces cultures voulaient vivre!

Les anarchistes ont souvent montré beaucoup de méfiance envers ces mouvements de «libération» qui n'ont souvent permis aux travailleurs que de changer de maîtres!

Pourtant, n'ayons pas l'esprit trop simpliste, ce qui reviendrait, par exemple, à assimiler tout le mouvement breton au fascisme parce que, pendant la guerre, une partie de ce mouvement a été nazie!

De plus, n'oublions pas que ces mouvements sont avant tout le résultat d'une lutte pour le droit à la différence, une lutte antiétatique, antiautoritaire, et donc d'aspiration libertaire!

Gilles Servat (célèbre chanteur breton) était à Amiens, nous avons voulu le rencontrer... Ceci nous a été facile car Servat, ce n'est pas une vedette!

Groupe Anarchiste d'Amiens: Etre breton, ce n'est pas automatiquement être révolutionnaire?

Gilles Servat: Dans tous les mouvements qui se définissent par rapport à une colonisation et une libération, il y a à la base un nationalisme et au départ, chaque classe a son nationalisme. Il y a donc une partie de la bourgeoisie bretonne qui est nationaliste, mais son nationalisme à elle n'est que ça, car bien sûr il n'est pas question pour elle de parler de lutte de classes ou tout au moins pas dans le même sens que nous.

On peut donc se revendiquer breton et faire partie de la bourgeoisie et donc ne pas être révolutionnaire. Et le nationalisme petit-bourgeois aboutit toujours à une décolonisation «comme en Irlande». Il y a alors une bourgeoisie nationaliste, comme en Irlande, qui fait une tentative de «libération à sa façon et en fait l'Irlande du Sud est toujours aussi dépendante de l'Angleterre, peut-être même encore plus qu'avant. C'est là qu'on s'aperçoit que ça n'a strictement rien changé! Si on laisse la bourgeoisie locale agir dans les pays colonisés, on arrive à une situation qui n'améliore en rien la situation des travailleurs, c'est évident!

Donc avant tout, un mouvement de libération doit être une lutte de classe! Lutte de classe à l'intérieur du pays colonisé et aussi lutte de classe contre l'impérialisme. De toute façon, si on lutte contre sa propre bourgeoisie, on lutte aussi obligatoirement contre l'impérialisme, car la bourgeoisie locale est complètement liée à l'impérialisme. Maintenant, quelles perspectives de lutte on se donne pour échapper à ce piège? C'est en essayant de clarifier au maximum les choses sur ce plan là, et donc montrer aux gens qu'il ne faut pas tomber dans le piège du nationalisme bourgeois qui existe encore en Bretagne.

Car ces nationalistes bourgeois font une analyse purement chauvine, en disant: «On est Bretons, les Français nous font chier, dehors...», un point c'est tout, et c'est logique. D'ailleurs les mouvements de libération commencent toujours par un nationalisme de la bourgeoisie qui est en avance sur les autres parce que ce sont les plus conscients de certaines choses sur le plan de leur culture, etc. Pourquoi? Parce que c'est eux qui font des études, qui ont le temps de s'intéresser à tout ça... alors qu'en Bretagne, il y a des paysans qui parlent breton tous les jours, qui vivent encore comme il y a très longtemps, etc., qui ont toute une culture en eux, et si tu viens leur dire: «Vous êtes Bretons, vous n'êtes pas Français», ils vont gueuler comme des veaux! Eux pourtant, ils sont complètement Bretons, mais ils en sont pas très conscients, ils n'éprouvent même pas le besoin de se revendiquer en tant que Bretons, puisqu'ils vivent comme ça et qu'ils ne sont pas confrontés à des choses terribles comme le départ ou l'industrialisation de parler breton.

Car la Bretagne, c'est vraiment un pays colonisé! Par exemple, la majeure partie des conserveries de poissons ne sont plus en Bretagne, c'est complètement ridicule! Et c'est pareil pour les conserveries de légumes. Et il y a un tas de choses comme ça. En fait, on dit qu'on est un pays pauvre mais c'est complètement faux, on a des ressources mais qui sont inexploitées. C'est le cas typique de l'exploitation colonialiste d'un pays, c'est à dire que l'on pique les ressources du pays puis on les transforme ailleurs, ou alors si on les transforme sur place, on paie les gens avec un lance-pierre!

— Une certaine partie du mouvement breton s'est lancée dans la lutte armée. Toi, quelle est ta position par rapport à ces moyens de lutte?

— Pour l'instant, je condamne les attentats commis en Bretagne.

— Tous les attentats?

— Pratiquement tous les attentats. Je considère que faire des attentats en Bretagne, surtout comme ils sont faits, c'est plutôt faire reculer les choses. Pourtant, on a toujours soutenu les mecs du FLB (Front de Libération de la Bretagne) qui ont été arrêtés. On a toujours rejeté sur l'Etat français la responsabilité de la violence! Et puis je pense que si on veut mener une guerre révolutionnaire, il faut vraiment avoir la population avec soi. Et aujourd'hui, je crois qu'ils sont coupés des masses, contrairement à ce qu'ils disent... Et quel travail ils font avec les masses, rien!

Enfin, il y a différentes sortes d'attentats: il y a l'attentat du paysan à qui on impose un remboursement arbitraire complètement con... alors que le remboursement était nécessaire. Attention! Il y a le remboursement qu'il aurait fallu faire et celui qui a été fait, naturellement! Il y a donc des tas de paysans qui ont fait sauter des bulldozers (parce que les paysans ont de la dynamite chez eux, pour faire sauter les souches), moi je suis d'accord! S'ils font une rocade sur les marais salants de La Baule, par

exemple, c'est sûr qu'il va y avoir des attentats... mais je suis entièrement d'accord avec les mecs, il n'y a pas 36 solutions. C'est Guichard qui est maire de La Baule, il a tous les passe-droits ce mec-là, il fait construire des immeubles là où il n'a pas le droit. T'es obligé, tu es acculé à l'attentat, c'est obligatoire là! Mais il y a aussi des attentats purement gratuits.

— La politique nucléaire en Bretagne?

— On a une centrale atomique en Bretagne, une petite. Et puis ils ont des vues sur au moins quatre sites, mais la résistance est vachement dure, en particulier au Pellerin, près de Nantes. Dans le Finistère, les paysans ont tiré sur l'hélicoptère qui venait visiter le site. Au Pellerin, ils ont fait une enquête d'utilité publique, ils ont eu 200 000 non et 90 oui... et ils vont la faire quand même!

Actuellement en Bretagne, il se passe un truc très important: on est en train de faire des écoles maternelles en breton, nous-mêmes! A mon avis, c'est beaucoup plus intéressant de faire ça que des attentats, car là on travaille avec les gens. On fait une éducation en breton nous-mêmes, c'est à dire que l'on fait ça sur le modèle des écoles basques, mais on refuse que les gens paient pour envoyer leurs enfants à l'école, alors on paie les instituteurs avec des souscriptions populaires. Aujourd'hui, il y en a trois qui marchent, qui ont été réouvertes dans des écoles publiques fermées par le gouvernement français, parce qu'il y a une politique de fermeture des écoles en campagne, ce qui n'a pas aidé à stabiliser l'exode rural...

En plus, le breton qui est appris dans ces écoles, c'est le breton de l'endroit où les enfants vivent. Il n'y a plus de breton littéraire! Les enfants apprendront le breton pour pouvoir causer chez eux, avec leurs parents, leurs grands-pères et tout ça. Et ce qui se passe, c'est qu'il y a les vieux qui viennent et qui causent avec les petits mômes à l'école, ça c'est vraiment fantastique! En plus, on va faire un enseignement différent de l'enseignement officiel français, on va s'inspirer de certaines méthodes et tout...

Mais Servat, c'est aussi un homme de la chanson qui défend autre chose que Guy Lux...

— Avec le show-business, c'est le mythe du chanteur qui devient un être à part, un doué qui s'exprime quand les autres se contentent d'écouter! Tu défends autre chose?

— Le mythe du chanteur, ça c'est sûr! J'ai justement une chanson là-dessus dans le dernier disque...

— Justement, ta position de chanteur professionnel ne renforce-t-elle pas la chanson d'auteur au dépend de la création populaire?

— A partir du moment où je fais une chanson, c'est une chanson d'auteur et ce n'est donc pas une création populaire. Et si on en reste là, c'est sûr que ça empêche la création populaire. C'est pour ça que dans le dernier disque, j'ai fait cette chanson-là: «Chantez la vie, l'amour et la mort», je ne sais pas si tu la connais? J'ai fait ça pour ça et puis j'ai essayé de trouver une forme différente, j'ai décidé de laisser tomber tout un côté esthétique pour revenir à des formes beaucoup plus simples et à mon avis plus susceptibles d'être chantées par les gens...

A l'heure actuelle, il y a deux créations populaires et donc deux cultures populaires, en gros. Enfin il faudrait étudier les cultures populaires et les cultures bourgeoises et voir comment actuellement la plupart des messages révolutionnaires sont véhiculés par des formes bourgeoises et la plupart des messages réactionnaires par les formes traditionnelles et populaires, ça c'est vraiment dingue!

Par populaire, j'entends fait par le peuple, et non qui est connu par les gens, j'entends populaire, d'origine populaire. Alors il y a deux cultures populaires et il y en a toujours eu une qui était plus importante que l'autre mais qui aujourd'hui tend à disparaître au profit de l'autre: il y a une culture populaire paysanne et une culture populaire citadine. Et jusqu'à maintenant, la culture populaire ça n'était pratiquement que de la culture paysanne. A l'heure actuelle, avec l'exode rural, il s'est passé une rupture brusque avec tous les gens qui avaient cette culture populaire paysanne, qui sont partis pour la ville et qui ont donc plus ou moins perdu cette culture comme ils ont perdu leur créativité parce qu'ils étaient déracinés, parce qu'ils ne parlaient plus leur langue. La bourgeoisie en a profité pour faire une pseudo-culture populaire... c'est ce qui a donné toute la chansonnette et la chanson yé-yé!

Aujourd'hui, sur des bases complètement différentes, il se développe une culture populaire dans les villes, sur la base du rock, en particulier. Le rock c'est une culture importée des USA, mais c'est une culture populaire, parce qu'elle a des formes simples, parce qu'elle exprime des choses de la cité. Au départ, cette culture populaire a véhiculé des messages réactionnaires, mais maintenant avec des mecs comme Béanger, ça change complètement. Et il va certainement se développer une expression populaire citadine et révolutionnaire avec cette forme-là, en même temps qu'il y a une renaissance de la culture populaire paysanne, en Bretagne en particulier.

Et alors, quelles sont les différences entre les cultures populaires et les cultures bourgeoises? C'est une différence de formes en particulier. Les formes populaires sont des formes traditionnelles, c'est à dire des formes qui évoluent très peu, ce qui permet à un enfant qui naît où vit une culture populaire de l'assimiler très vite et de pouvoir s'exprimer dans cette culture très facilement et très rapidement, sans avoir à faire d'études, etc. Contrairement à la culture bourgeoise qui est une culture élitiste où, pour comprendre un truc, il faut se spécialiser et apprendre ce que les autres ont fait avant... et puis finalement, on se coupe complètement de la masse. C'est pour ça qu'il vaut mieux employer des formes populaires quand on veut avoir un message révolutionnaire.

La culture bourgeoise, c'est que des directions qui vont vachement loin et puis tu peux pas les faire toutes. Alors, c'est impossible! Il y a donc des spécialistes, il y aura toujours des spécialistes dans la culture bourgeoise, forcément. Les mecs détiennent alors un pouvoir! Il faut donc foutre tout ça en l'air.

Moi j'ai choisi de laisser tomber l'esthétisme, la poésie, enfin plus ou moins, et de revenir à des formes plus simples, plus traditionnelles et m'en tenir à ça.

— Il y a un espoir que la chanson puisse changer les gens?

— Je ne crois pas que la chanson changera les gens. Ce que je voudrais arriver à faire, c'est rendre confiance aux gens sur leurs possibilités de création, sur le plan artistique si tu veux. Et leur montrer que ce que je fais, ils peuvent très bien le faire aussi. Ça ce serait déjà un gros pas de fait, parce qu'ils sont étouffés par le piedestal sur lequel on met les créateurs de l'art bourgeois.

Mais je vois comment ça se passe en Bretagne à l'heure actuelle, il y a encore des paysans qui créent des trucs, et qui mettent pas leur nom dessus, mais c'est eux qui créent le truc. T'as des sonneurs de bignou et de bombarde en Bretagne, qui sont pas annoncés, ils n'ont pas d'affiches, ils ne passent pas à la radio, pas à la télé, c'est pas du tout professionnel... Mais si ces mecs-là viennent à un festival, il y aura plus de monde que si ils ne viennent pas. Parce que les gens aiment bien ce qu'ils font, ils ont leur jeu et tout.

— Combien de personnes parlent encore breton, en gros?

— C'est difficile à chiffrer. Ça varie entre 1 million et 500 000. Moi, je compte qu'il doit y avoir 600 000 qui parlent breton mais à peu près 1 million et demi qui le comprennent.

— Qui veux-tu toucher de préférence?

— Je préfère toucher les travailleurs, en général. Parce que c'est eux qui sont les plus difficiles à toucher. C'est pour ça que j'essaie au maximum de faire des galas de soutien pour les grèves, parce que là, les travailleurs viennent et puis ils sont contents. Et ils peuvent alors relier le culturel au politique. Alors je suis vachement content pour ça car, partout, je sens une compréhension de plus en plus grande. Et partout, les gens comprennent bien qu'il y a quelque chose et puis ils sont d'accord, et qui n'ont pas les réflexes colonialistes.

— Des chanteurs comme toi qui se réclament Bretons, c'est assez récent comme phénomène?

— Ça a commencé avec Glenmor dans les années 50, 56.

CHANTEZ LA VIE, L'AMOUR ET LA MORT

Les chanteurs ne sont pas des gens à part
Et ce qu'ils font tous vous pouvez tous le faire
Si vous n'le faites plus c'est qu'on vous a fait taire
Pour vous rendre muets ou vous donne des stars

Propos recueillis
par le Groupe Anarchiste d'Amiens

En marge de la coupe du monde de football

Solidarité avec les travailleurs argentins

La coupe du monde de football, prévue en Argentine en juin prochain, aura-t-elle lieu entre les camps de concentration? Telle est la question que se pose le Comité pour le Boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football (COBA).

A l'initiative de ce comité, une vaste campagne de sensibilisation et de propagande intensive contre la répression de la dictature fasciste en Argentine, a été développée depuis plusieurs mois. Aujourd'hui, nous commençons à connaître l'horreur des massacres du peuple argentin, le martyr des travailleurs!

LA BALLE DANS LE CAMP D'EXTERMINATION

La junte militaire conduite par le général-président Videla, au pouvoir depuis le coup d'Etat du 24 mars 1976, a pu établir en deux ans le score suivant:

- Plus de 10 000 assassinés (hommes, femmes, enfants) par les forces de l'ordre.
- 30 000 prisonniers politiques détenus et torturés, mutilés... en vertu de l'état de siège permanent.
- 15 000 personnes enlevées et depuis disparues par la junte ou les groupes para-militaires.
- Nombreux assassinats de juifs et propagande nazie antisémite.
- Des milliers de réfugiés latino-américains en Argentine qui furent les premiers victimes du coup d'Etat.
- Un demi-million d'exilés politiques et économiques.
- 7 meurtres par jour! (Amnesty International).

A huit cents mètres du stade où se jouera la finale de la coupe du monde, à «l'école de mécanique de la Marine», l'un des principaux centres de torture et d'extermination de l'Argentine, où siège le «grupo de Tareas 3-3», gestapo nationale, on mutila des centaines d'hommes et de femmes:

- En les brûlant au chalumeau
- En les découpant vivants à la scie circulaire
- En les décapitant à la dynamite!...

sent en Argentine, inquiets de l'évolution tragique du pays. D'autre part, l'«unité nationale» brisée par la résistance des travailleurs, qui se poursuit malgré la répression brutale, peut se refaire autour du football, sport privilégié du peuple argentin.

Depuis les jeux olympiques hitlériens de 1936, jamais une opération de cette envergure n'avait eu lieu pour couvrir par les clameurs du stade le cri des prisonniers que l'on torture.

DÉSASTRE ÉCONOMIQUE

De janvier 1976 à janvier 1977, d'après les chiffres officiels du gouvernement argentin lui-même, les prix des produits courants de première nécessité (pain, viande, vêtements, etc.) ont augmenté de 408% pendant que les salaires n'augmentaient que de 27%! De 1974 à 1977, le pouvoir d'achat des travailleurs a diminué de 67%! D'après le journal *Le Monde*: «le pouvoir d'achat n'a jamais été aussi bas de mémoire d'économiste, en Argentine...». Un fait sans précédent depuis la crise de 1929!

Les avantages sociaux durement acquis par la lutte des travailleurs ont été supprimés! Un exemple: un travailleur qui tombe malade perd son emploi et ne peut payer ses soins qui étaient auparavant gratuits.

De plus, 12% de la population active est au chômage.

2000 militants de gauche et surtout d'extrême-gauche.

Ils luttent avec acharnement pour leurs droits politiques et syndicaux. Dans les derniers mois de 1977, ce sont les cheminots, les dockers, les travailleurs du téléphone qui multiplient le ralentissement des cadences, les débrayages, les sabotages pour résister à la dictature fasciste. Aujourd'hui ce sont les 16 000 ouvriers d'IKA Renault qui «brisent» la production et multiplient les grèves sauvages. Le sabotage est généralisé: les moteurs «claquent». Les cadences sont réduites au minimum. Les murs se couvrent de slogans: «Dehors les militaires assassins», «résistance à l'exploitation par le sabotage».

L'action directe désorganise ainsi l'économie et porte atteinte au régime militaire.

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Malgré la position des Montoneros (aile gauche péroniste) en faveur de la coupe du monde en Argentine afin d'attirer l'attention de la presse mondiale sur la terreur que vit le peuple argentin, un appel international au boycott a déjà permis de rallier bon nombre d'organisations en soutien aux travailleurs argentins.

A noter qu'en France, le PCF refuse de s'associer à la campagne pour le boycott de la coupe du monde sous prétexte de solidarité «responsable» avec le peuple argentin, séparant ainsi le côté spectaculaire du jeu, de la réalité politique et sociale du pays. Le PCF ne perd pas ainsi les voix des fanatiques du ballon rond, et pourra également avoir la même position de repli vis à vis des prochains jeux olympiques qui se dérouleront à Moscou.

Comme à Berlin en 1936, on invoque la pseudo-neutralité du sport de compétition, et on l'utilise à des fins politiques pour masquer la réalité sociale.

LE SILENCE N'EST AUJOURD'HUI PLUS POSSIBLE !

Les anarchistes doivent se joindre à toute action qui se fera l'écho des luttes des travailleurs argentins contre la dictature fasciste militaire...

Conscients que le boycott n'aboutira pas aujourd'hui, nous croyons qu'il est cependant un moyen de propagande afin d'attirer l'attention sur le peuple argentin, sur les travailleurs en lutte.

Dans ce contexte, il n'est pas inutile de rappeler que la FORA (organisation anarcho-syndicaliste argentine) a été totalement démantelée par la dictature fasciste, et que nos camarades, lorsqu'ils ont échappé à la répression, vivent dans la clandestinité ou en exil (voir ML du 9 février 78); qu'une centaine de militants anarchistes uruguayens de la FAU réfugiés en Argentine, ont totalement disparu lors de la répression qui a suivi le coup d'Etat de Videla.

Le mouvement révolutionnaire est en danger! Les travailleurs résistent... pour combien de temps?

ILS NE DOIVENT PLUS ÊTRE SEULS ! SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !

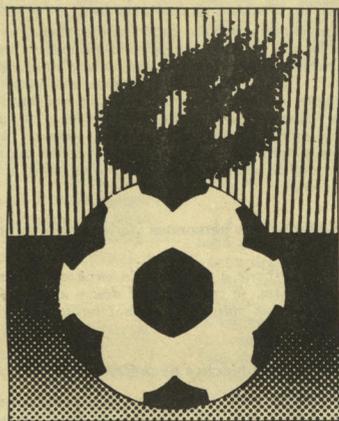
Groupe anarchiste Emma Goldman

Il y a trente ans

LE «COUP DE PRAGUE»

Aux élections de 1946, les communistes sortaient grands vainqueurs, avec un score de 38%, et gouvernaient le pays avec les quatre autres partis, qui formaient avec eux le «Front National»: les sociaux-démocrates, les socialistes-nationaux, les populistes et les démocrates slovaques. Ce gouvernement, dirigé par le stalinien Klement Gottwald, fait preuve d'une certaine modération, et les initiatives les plus «révolutionnaires» viennent surtout des sociaux-démocrates (programme de nationalisations). Mais, en 1947, où le gouvernement tchécoslovaque semble prêt à accepter le plan Marshall, Staline oppose son veto, et la création du Kominform a pour but de resserrer l'unité du mouvement communiste, donc d'accentuer la dépendance des partis communistes vis à vis de Moscou. En Tchécoslovaquie, les communistes ne perdent pas leur temps: ils noyautent l'administration, s'assurent la neutralité de l'armée en faisant nommer le général Svoboda, proche du parti, au poste de ministre de la Défense, puis ils «unifient» le mouvement syndical en confiant la présidence du syndicat unique au communiste Zapotocky. Les partis non-communistes sont également «noyautés», mais pourtant des sondages prévoient une baisse du nombre de voix communistes aux élections de mai 1948. En février de cette année-là, une crise gouvernementale éclate, à la suite du refus opposé par les ministres «modérés», de voter un impôt sur la fortune. Le 13, le gouvernement exige que le ministre de l'Intérieur (communiste) annule le remplacement de huit commissaires-divisionnaires non communistes de Prague par des membres du PC. Gottwald et les ministres communistes refusent, et font appel aux «masses». Le 19 février, Zorine, vice-ministre des Affaires Etrangères d'URSS, arrive à Prague, pour «conseiller» les communistes tchécoslovaques. Le 20, douze ministres donnent leur démission, espérant que le président Benes décidera d'élections anticipées. Les sociaux-démocrates, cependant, restent à leur poste. Benes hésite, Gottwald le pousse à accepter les démissions des «modérés» et à les remplacer par des communistes ou des sympathisants. Le 21, naissent des «comités d'action» destinés à exclure du «Front National» les «ennemis du peuple»; les «milices populaires» s'organisent. Dès le 23, ces «comités d'action» contrôlent les ministères, les journaux, investissent les sièges des partis non-communistes. Le 24, les sociaux-démocrates capitulent: ils participeront au prochain gouvernement; bientôt, ils fusionneront avec le PC. Le 25, Benes accepte la nouvelle liste de ministres que lui soumet Gottwald. Le parti communiste a gagné la partie: désormais, il règne sans partage sur la Tchécoslovaquie. Le 9 mars, l'ex-ministre des Affaires Etrangères, Jan Masaryk se «suicide» par défenestration. Le 7 juin, Benes démissionne, il mourra en septembre. Pour la première fois dans l'histoire, les communistes ont donc conquis le pouvoir d'une manière tout à fait «pacifique» et «légitime», nous disent-ils. Et cette leçon n'est pas oubliée: partout dans le monde, les PC rêvent de rééditer ce qu'il est convenu d'appeler «le coup de Prague», pour certains, et le «Février victorieux» pour les autres.

Bernard LANZA



LE «MUNDIAL», gigantesque opération publicitaire

La junte de Videla, pour 1,1 million de dollars, a demandé les services d'une agence américaine de publicité, la «Burson Marsteller», pour laver la façade ensanglantée du pouvoir fasciste. L'organisation de la coupe du monde permet à la junte une vaste opération politique internationale afin de sortir le pays de l'isolement. En effet, la réalité du régime militaire incite de nombreux pays à ne pas trop tremper dans le sang. Les tortionnaires argentins tentent d'acquiescer une «image de marque» afin de rassurer les capitalistes étrangers qui investis-

Mais trois nouveaux stades seront construits et d'énormes investissements d'infrastructures (autoroutes, villages d'accueil...) seront réalisés pour «l'image de marque». Une coupe du monde où les travailleurs argentins ne pourront même pas payer le prix de leur place!

LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Dans cette situation de misère et de répression, les travailleurs sont les premières victimes des tortionnaires (4000 DONT 700 grévistes, assassinés devant la porte de leur usine). Sur les 15 000 prisonniers politiques, 1500 militants syndicaux,

La carte de la torture

Les principales prisons du pays



- 1 Jujuy
- 2 Villa Urquiza
- 3 Buen Pastor
- 4 Cordoba
- 5 Encasados
- 6 Mendoza
- 7 Neuquen
- 8 Usuahia
- 9 Rio Gallegos
- 10 Rawson
- 11 Villa Floresta
- 12 Sierra Chica
- 13 Plata - Men
- 14 Villa Devoto
- 15 Rosario
- 16 Coronda
- 17 Santa Fe
- 18 Corrientes
- 19 Resistencia
- 20 Buen Pastor